

VELSIA Le Mans : la CGT alerte sur une casse sociale annoncée

La situation du site **VELSIA du Mans**, ex-**Teleperformance France**, est aujourd'hui alarmante.

Les salariés sont plongés dans l'incertitude. Les représentants du personnel alertent depuis plusieurs mois. Pourtant, la direction continue de rester floue sur l'avenir du site, sur les perspectives commerciales et sur les garanties d'emploi.

Cette situation n'est pas acceptable.

En 2025, VELSIA, filiale du groupe **Téléperformance**, leader mondial de la relation client externalisée, a mis en œuvre un **PSE / Plan de départs volontaires** ayant entraîné la suppression de **598 postes au niveau national**.

À l'époque, le site du Mans avait été présenté comme un **site pilote** du hub "**Utilities & E-commerce**". Il devait constituer un pilier de la nouvelle organisation, avec une activité maintenue, des perspectives commerciales et des garanties de stabilité pour les salariés.

Aujourd'hui, les faits contredisent ce discours.

Le site connaît une baisse d'activité. Les clients manquent. Les perspectives commerciales sont insuffisantes. Les salariés n'ont aucune visibilité sérieuse sur leur avenir. Et, dans le même temps, des démarches de **mise en vente du bâtiment du Mans** ont été engagées.

Pour la CGT, cette situation pose une question simple : **si le site du Mans est réellement stratégique, pourquoi vendre le bâtiment, réduire les surfaces et laisser les salariés sans perspectives claires ?**

La direction ne peut pas, d'un côté, présenter Le Mans comme un site pilote, et de l'autre, organiser les conditions de son affaiblissement progressif.

La baisse d'activité, l'absence de stratégie commerciale lisible, la réduction des surfaces, le développement du télétravail, la vente du bâtiment et le manque de garanties sur l'emploi forment un ensemble cohérent et préoccupant. Ces éléments donnent le sentiment d'un désengagement progressif de l'entreprise vis-à-vis du site du Mans.

Ce sont les salariés qui en paient le prix.

Derrière les tableaux, les réorganisations et les discours rassurants, il y a des femmes et des hommes qui travaillent, qui font vivre le site, qui ont des familles, des crédits, des projets et qui refusent d'être traités comme une simple variable d'ajustement.

La CGT refuse que l'avenir des salariés du Mans soit sacrifié au nom de choix financiers, immobiliers ou stratégiques décidés loin du terrain.

Cette situation est d'autant plus choquante que VELSIA intervient, ou est intervenue, dans le cadre de marchés publics et de missions d'intérêt général, notamment pour le compte de l'État et d'organismes publics, avec des activités liées à des dispositifs nationaux comme le **chèque énergie**.

Une entreprise appartenant à un groupe international de cette taille, bénéficiant de marchés publics, ne peut pas se défaire de sa responsabilité sociale et territoriale.

La CGT demande des réponses claires, immédiates et opposables sur :

- l'avenir réel du site VELSIA du Mans ;
- la stratégie commerciale du groupe ;
- les clients attendus et les volumes d'activité prévus ;
- les conséquences de la mise en vente du bâtiment ;
- les garanties de maintien de l'emploi ;
- les effets du télétravail et de la réduction des surfaces ;
- les mesures de prévention des risques psychosociaux ;
- les engagements concrets pour préserver l'activité locale.

La CGT appelle les pouvoirs publics à se saisir pleinement de ce dossier.

La CGT a des propositions travaillées avec les salariés qui connaissent les besoins pour faire un travail de qualité.

Il n'est pas acceptable qu'un site présenté hier comme stratégique soit aujourd'hui fragilisé dans le silence, sans transparence et sans garanties pour les salariés.

Une demande de rendez-vous a été adressée à **Madame la Députée** afin d'alerter sur la situation et d'examiner les moyens d'agir pour préserver l'emploi sur le territoire.

Les salariés du site VELSIA du Mans n'ont pas besoin de discours rassurants. Ils ont besoin de **vérité, de transparence et d'engagements fermes**.

La CGT restera mobilisée pour défendre l'emploi, les conditions de travail et l'avenir du site du Mans.

